

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012

SOMMAIRE

1 - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ 2012

1.1 *ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2012*

- 1.1.1. Arnaud Lagardère nommé Président non-exécutif du Conseil d'administration d'EADS
- 1.1.2. Acquisition de la société LeGuide.com
- 1.1.3. Acquisition par Aelia, filiale de LS travel retail, d'AdR Retail, actuel opérateur de travel retail des deux aéroports de Rome (Fiumicino et Ciampino)

1.2 *PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE*

1.3 *COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2012*

- 1.3.1. Présentation générale
- 1.3.2 Lagardère Media
- 1.3.3 EADS
- 1.3.4 Canal+ France
- 1.3.5 Autres activités
- 1.3.6 Synthèse des résultats
- 1.3.7 Financement et trésorerie consolidés

1.4 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

1.5 ÉVÉNEMENT(S) POSTÉRIEUR(S) À LA CLÔTURE

1.6 ACTUALISATION DE LA GUIDANCE 2012

2 - ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

3 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

4 - RESPONSABLES DU DOCUMENT - ATTESTATION DE LA GÉRANCE

1 - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ 2012

Lagardère est un groupe 100 % média comptant parmi les leaders mondiaux de ce secteur. Il est implanté dans une trentaine de pays et se structure autour de quatre branches d'activités distinctes et complémentaires :

- Lagardère Publishing : Livre et e-Publishing ;
- Lagardère Active : Presse, Audiovisuel (Radio, Télévision, Production audiovisuelle), Numérique et Régie publicitaire ;
- Lagardère Services : Travel Retail et Distribution ;
- Lagardère Unlimited : Sport et Entertainment.

Lagardère co-contrôle la société EADS dans laquelle il détient 7,41 % du capital.

° °
°

1.1 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2012

Le lien, lorsqu'il existe ou lorsqu'il est significatif, entre ces événements et leur incidence sur les comptes est présenté soit dans le paragraphe 1.3, soit en note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.1.1 Arnaud Lagardère nommé Président non-exécutif du Conseil d'administration d'EADS

Le Conseil d'administration d'EADS, réuni à l'issue de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires qui s'est tenue le 31 mai dernier, a nommé Arnaud Lagardère au poste de Président non-exécutif de ce Conseil (*Chairman*).

Depuis sa création, dont il a été l'un des principaux artisans, le groupe Lagardère a toujours accompagné le développement et la stratégie du groupe EADS en tant qu'actionnaire de référence aux côtés de l'État et de son partenaire allemand Daimler.

En prenant la présidence du Conseil d'administration d'EADS, Arnaud Lagardère entend poursuivre le développement de cette grande entreprise européenne et ce, dans l'intérêt de ses collaborateurs, de ses clients et de ses actionnaires.

1.1.2 Acquisition de la société LeGuide.com

La société Lagardère SCA, pour le compte de sa branche Lagardère Active, a lancé le 7 mai 2012 une offre contractuelle volontaire d'achat visant l'intégralité des actions de la société LeGuide.com, leader du marché européen des guides shopping. Cette offre était faite en numéraire à un prix de 24 euros par action.

À la suite de la position exprimée par le Conseil d'Administration de cette société, Lagardère Active a décidé de relever de 24 euros à 28 euros le prix de son offre publique contractuelle d'achat.

À l'issue de cette offre, Lagardère Active détenait 61,39% du capital existant de la société LeGuide.com et 59,32% sur une base totalement diluée. Conformément à la législation en vigueur, Lagardère Active a déposé le 20 août 2012 un projet d'une offre publique d'achat simplifiée à 28 € par action sur cette société.

L'Assemblée Générale des actionnaires de LeGuide.com s'est tenue le 16 juillet 2012 et a modifié la composition du Conseil d'administration afin de refléter le nouvel actionnariat.

Cette acquisition permettra à Lagardère d'élargir le portefeuille d'activités numériques de sa branche Lagardère Active par l'acquisition d'une plate-forme d'agrégation leader sur son marché. Lagardère Active renforcera ainsi ses perspectives de croissance dans le Numérique, avec des savoir-faire spécifiques et complémentaires de ses activités, notamment en matière de monétisation à la performance¹, tout en restant fidèle à son positionnement autour de la construction et de la valorisation d'audience.

1.1.3 Acquisition par Aelia, filiale de LS travel retail, d'AdR Retail, actuel opérateur de travel retail des deux aéroports de Rome (Fiumicino et Ciampino)

L'offre d'Aelia (filiale de LS travel retail) pour l'acquisition d'AdR Retail, actuel opérateur de travel retail au sein des deux aéroports de Rome (Fiumicino et Ciampino) a été retenue début juillet 2012.

Cet investissement est cohérent avec la guidance et la stratégie de LS travel retail. Il permettra d'accroître le chiffre d'affaires de Lagardère Services tout en présentant un caractère relatif en termes de marge d'EBITDA.

¹ Monétisation à la performance : modèle de rémunération par lequel le site Internet de comparateur de shopping est rémunéré en fonction du volume de trafic redirigé sur le site de l'e-commerçant.

1.2 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANT DE L'EXERCICE

Ces éléments sont globalement décrits dans le chapitre 3 intitulé « Facteurs de risques » du Document de référence comprenant les comptes de l'exercice 2011 déposé auprès de l'AMF le 3 avril 2012.

Pour ce qui concerne les litiges ayant connu des évolutions notables depuis les faits relatés dans le Document de référence, il convient de se référer, en particulier, à la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2012.

Parmi les facteurs cités au paragraphe 3.2.2 du Document de référence, il convient de noter l'évolution des enquêtes de concurrence dans le domaine du livre numérique décrites à la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2012.

Par ailleurs, parmi les facteurs cités au paragraphe 3.3.5 du Document de référence, il est à noter en France, l'adoption de la loi n°2012-287 du 1^{er} mars 2012 sur les livres indisponibles² qui vise à élargir l'accès aux livres indisponibles du XX^{ème} siècle grâce à un mécanisme de gestion collective des droits, qui pourra se substituer aux dispositions contractuelles pour la représentation et l'exploitation numériques.

Il convient également de noter que le taux spécifique de TVA de 5,5% sur les livres papier et audio, qui était passé à 7 % au 1^{er} avril 2012 en application d'une loi de finances rectificative adoptée en France en 2011, devrait être à nouveau réduit à 5,5 % au 1^{er} janvier 2013 du fait du changement de politique gouvernementale. S'agissant du taux de TVA sur les livres numériques, la Commission européenne a ouvert une procédure d'infraction à l'encontre de la France (et du Luxembourg) qui violerait la législation de l'Union en appliquant un taux réduit de TVA de 7 %. Parallèlement à cette procédure, la Commission est engagée dans une réflexion d'ensemble sur la réforme de la TVA au niveau communautaire.

° °
°

² On entend par livre indisponible un livre publié en France avant le 1^{er} janvier 2001 qui ne fait plus l'objet d'une diffusion commerciale par un éditeur et qui ne fait pas actuellement l'objet d'une publication sous une forme imprimée ou numérique. Une base de données publique répertoriant les livres indisponibles sera établie par la Bibliothèque Nationale de France.

1.3 COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2012

1.3.1 Présentation générale

	30.06.2012	30.06.2011	31.12.2011
Chiffre d'affaires	3 389	3 724	7 657
Résultat avant charges financières et impôts	112	155	(489)
Charges financières nettes	(40)	(45)	(95)
Charge d'impôts	(24)	(66)	(105)
Résultat net consolidé	48	44	(689)
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	36	28	(707)
- Intérêts minoritaires	12	16	18

Les comptes consolidés au 30 juin 2012 ont été établis conformément aux normes IFRS et à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », sur la base des principes comptables décrits en note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les activités du groupe Lagardère sont exercées au sein des quatre divisions opérationnelles qui composent l'ensemble Lagardère Media auquel viennent se rajouter d'une part les participations détenues dans EADS et Canal+ France, d'autre part les « autres activités » qui sont celles non directement rattachables aux entités opérationnelles.

1.3.2 Lagardère Media

Lagardère Media comprend les divisions Lagardère Publishing, Lagardère Active qui regroupe les activités Presse et Audiovisuel, Lagardère Services et Lagardère Unlimited. La participation de 20% détenue dans Canal+ France n'est plus gérée au sein de Lagardère Media et est présentée séparément au paragraphe 4 ci-après.

Les principales variations de périmètre intervenues au cours du 1er semestre 2012 sont décrites en note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

Compte de résultat			
	30.06.2012	30.06.2011	31.12.2011
Chiffre d'affaires	3 389	3 724	7 657
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées (*)	112	168	414
Résultat des sociétés mises en équivalence	3	13	33
Éléments non récurrents	(23)	(1)	(608)
Amortissement des incorporels et frais liés aux acquisitions	(16)	(26)	(84)
Résultat avant charges financières et impôts	76	154	(245)
<i>(*) Le résultat opérationnel courant des sociétés intégrées est défini comme la différence entre le résultat avant charges financières et impôts et les éléments suivants du compte de résultat :</i>			
<ul style="list-style-type: none">• <i>Contribution des sociétés mises en équivalence</i>• <i>Plus ou moins-values de cession d'actifs</i>• <i>Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles</i>• <i>Charges de restructuration</i>• <i>Éléments liés aux regroupements d'entreprises</i><ul style="list-style-type: none">- <i>Frais liés aux acquisitions</i>- <i>Profits et pertes découlant des ajustements de prix d'acquisition</i>- <i>Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions</i>			

Financement			
	30.06.2012	30.06.2011	31.12.2011
Marge brute d'autofinancement	213	281	607
Variation du besoin en fonds de roulement	(181)	(271)	(165)
Flux générés par l'activité	32	10	442
Intérêts payés, encaissés et impôts payés	(79)	(92)	(191)
Flux opérationnels	(47)	(82)	251
Investissements	(208)	(161)	(335)
- incorporels et corporels	(101)	(108)	(237)
- financiers	(107)	(53)	(98)
Cessions d'actifs	20	518	840
- incorporels et corporels	4	20	26
- financiers	16	498	814
(Augmentation) diminution des placements financiers	10	-	21
Flux nets d'investissements	(178)	357	526
Somme des flux opérationnels et d'investissements	(225)	275	777
Fonds opérationnels employés(*)	2 836	4 722	2 485
<p>(*) Somme des actifs non courants nets des passifs non courants (hors dettes financières) et du besoin en fonds de roulement, hors actifs destinés à la vente.</p>			

Compte de résultat

Le Groupe a démontré durant le premier semestre 2012 sa capacité de résilience, dans un environnement difficile et des conditions de marché moroses qui ont pesé sur la publicité et la consommation, et dans un contexte de déclin des produits de l'écrit.

L'activité de Lagardère Publishing affiche un léger recul de -2,4% à données comparables.

Les ventes de livres numériques continuent leur progression, et pèsent désormais pour 8,4% du chiffre d'affaires de la branche, contre 6% à fin 2011. Elles représentent 27% des ventes Trade aux Etats-Unis, 23% au Royaume-Uni et sont encore non significatives en France.

En France, l'Education pâtit d'un effet de comparaison défavorable, le premier semestre 2011 ayant bénéficié de la poursuite atypique des ventes de nouveautés 2010. La Littérature générale souffre d'une hausse des retours, mais cet effet se trouve atténué par de très belles performances dans l'Illustré et le Pratique. Enfin, la Distribution connaît une baisse significative d'activité, notamment en Suisse en raison d'un franc suisse élevé.

L'Espagne présente un chiffre d'affaires en retrait à fin juin, en raison d'une activité Trade en repli et de décalages temporaires de facturation dans l'Education.

Aux Etats-Unis comme au Royaume-Uni, les ventes papier se trouvent pénalisées par un marché morose et un programme de nouveautés moins fourni que l'an passé ; par ailleurs, le Royaume-Uni souffre encore des problèmes de distribution en Australie.

L'activité de Lagardère Active est très fortement impactée, à fin juin, par les variations de son périmètre, à savoir les cessions de la Presse Magazine Internationale (activité déconsolidée dans 13 pays au 31 mai 2011, au Royaume-Uni à fin juillet 2011 et en Chine à fin novembre 2011) et des radios russes à fin décembre 2011. A données comparables, l'activité est en recul de -3,7%.

La branche souffre d'un marché publicitaire en repli : son chiffre d'affaires publicitaire décroît de -6,9%, les baisses les plus sensibles étant celles de la Presse Magazine et des radios en France. La diffusion, en recul de -5%, suit l'érosion continue du marché, dont le rythme s'est accéléré en ce début d'année 2012. La production télévisuelle, ainsi que les chaînes de télévision, enregistrent de belles performances avec des progressions respectives de +13% et +3%.

Lagardère Services progresse grâce à la très bonne dynamique de ses activités de Travel Retail, dont les ventes progressent de +8% en France, grâce aux belles performances d'Aelia mais aussi de Relay (malgré la baisse des produits de l'écrit), de +15,4% en Europe de l'Est grâce aux performances des activités de duty free, et de +38% en Asie (particulièrement à Singapour).

La Distribution grossiste connaît en revanche un début d'année difficile (-6,9 %) en raison de l'érosion accrue du marché de l'écrit - presse et livres.

Le chiffre d'affaires de la branche atteint 1 821 M€ (+2,4% à données comparables).

Lagardère Unlimited voit son chiffre d'affaires reculer, à données comparables, en raison d'éléments de calendrier. Chez World Sport Group notamment, le recul de -12% est lié à l'occurrence de l'Asian Cup (football) début 2011, sans équivalent en 2012. Cet effet n'est que partiellement compensé chez Sportfive par les revenus de la CAN (Coupe d'Afrique des Nations), contre une CHAN (Championnat d'Afrique des Nations), moins contributive, en 2011, et de bonnes performances sur les droits marketing des clubs allemands.

Le chiffre d'affaires, qui s'établit à 213 M€, est en baisse de -5,2% à données comparables.

Dans ce cadre et par rapport au premier semestre 2011, le chiffre d'affaires des activités médias est en repli de 9% à périmètre et changes courants. Cette évolution intègre l'effet négatif des variations de périmètre pour -368 M€ (pour l'essentiel chez Lagardère Active, en raison des cessions en 2011 de la Presse Magazine Internationale et des radios russes). Les variations de taux de change (calculées en taux moyen pour la période) ont un impact positif de +40 M€ (principalement chez Lagardère Publishing, grâce à une hausse du dollar US et de la livre sterling vis-à-vis de l'euro).

Hors incidences liées aux variations de périmètre et de change, l'évolution du chiffre d'affaires est positive chez Lagardère Services (+2,4%), et en recul chez Lagardère Unlimited (-5,2%), Lagardère Active (-3,7%) et Lagardère Publishing (-2,4%).

Le résultat opérationnel courant des sociétés intégrées s'établit à +112 M€, en recul de -56 M€ par rapport à celui enregistré au 30 juin 2011 (+168 M€).

L'évolution du résultat opérationnel courant des sociétés intégrées s'analyse par branche de la façon suivante :

- Le résultat de Lagardère Publishing s'établit à +57 M€, soit -14 M€ par rapport à fin juin 2011. Cette décroissance des résultats résulte de conditions de marché moroses dans tous les pays où la branche opère, et notamment dans les pays anglo-saxons. La croissance de la part des ventes numériques, qui bénéficient d'une plus forte rentabilité, ne suffit pas à compenser les tendances négatives constatées au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Il est important de noter que la rentabilité du premier semestre est plus faible que celle du second semestre, en raison de la saisonnalité des ventes ; une nette reprise est attendue pour la deuxième partie de l'année.
- Le résultat de Lagardère Active, sur le périmètre hors Presse Magazine Internationale et radios russes, progresse de 14 M€ pour s'établir à 31 M€ au 30 juin 2012. Le recul du chiffre d'affaires publicitaire et des revenus de diffusion, décrit plus haut, est plus que compensé, à date, par l'effet combiné de la performance des activités de production audiovisuelle et des chaînes de télévision, et d'un strict contrôle des coûts.
- Le résultat de Lagardère Services ressort à +37 M€, en baisse de -4 M€ par rapport à 2011. Cette évolution s'explique par le déclin des résultats de la distribution — en recul de -19% — compensé par la très bonne tenue des activités de Travel retail citée plus haut, dont la rentabilité est cependant encore impactée par les coûts de développement en Asie.
- Le résultat de Lagardère Unlimited s'établit à -13 M€, en recul de -17 M€ par rapport au 30 juin 2011. Ce résultat intègre une dotation pour risque sur le contrat CIO (vente en Europe des droits médias pour les Jeux Olympiques 2014 et 2016) à hauteur de -22 M€. Hors cette provision, le résultat progresse conformément aux prévisions sous l'effet d'une baisse des éléments non récurrents, de la bonne performance sur les droits marketing des clubs allemands, l'impact de ces deux éléments étant atténué par un calendrier d'événements défavorable.

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à +3 M€ au 30 juin 2012 contre +13 M€ à fin juin 2011, en raison de la cession des filiales de presse magazine internationale de la branche Active, et de la dégradation des résultats de nos participations dans Amaury et le groupe Marie Claire.

Au 30 juin 2012, les éléments non récurrents du résultat avant charges financières et impôts se soldent par une perte nette de -23 M€ qui s'analyse comme suit :

- des pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles pour -9 M€ chez Lagardère Active, notamment liées à la dépréciation d'un immeuble en Italie ;
- des charges de restructuration pour -14 M€, dont -11 M€ chez Lagardère Active liés aux nouveaux plans d'économies mis en œuvre, et -2 M€ chez Lagardère Services dans les activités de distribution.

Au 30 juin 2011, les éléments non récurrents affichaient une perte nette de -1 M€ comprenant des plus-values de cession pour +10 M€, dont +8 M€ chez Lagardère Services liés à la vente d'immeubles à Lille et en Belgique, et des charges de restructuration à hauteur de -11 M€.

L'amortissement des incorporels et frais liés aux acquisitions des sociétés intégrées ressort à -16 M€ au 30 juin 2012, dont -7 M€ sur Lagardère Unlimited et -6 M€ chez Lagardère Services, contre -26 M€ au 30 juin 2011, montant qui incluait -21 M€ chez Unlimited (liés notamment à l'amortissement des droits de l'Asian Cup 2011).

En conséquence de ce qui précède, le résultat avant charges financières et impôts du pôle Media s'établit au 30 juin 2012 à +76 M€, en recul de -78 M€ par rapport au 30 juin 2011.

Financement

Au 30 juin 2012, la marge brute d'autofinancement ressort à +213 M€, contre +281 M€ au 30 juin 2011. Cette évolution reflète l'impact de la décroissance du résultat opérationnel courant partiellement compensé par une hausse des dotations aux amortissements.

La variation du besoin en fonds de roulement, traditionnellement négative à fin juin, s'améliore très sensiblement sur le premier semestre 2012, s'établissant à -181 M€ à comparer à -271 M€ sur le premier semestre 2011. Cette progression est imputable à une évolution favorable de l'en-cours clients répartie entre Lagardère Publishing et Lagardère Active, à une nette amélioration de la variation chez Unlimited liée aux effets de cut-off fin 2010 (paiements reportés début 2011, notamment chez Sportfive International), et enfin à l'effet positif de la déconsolidation des filiales de la Presse magazine internationale de Lagardère Active. Ces impacts favorables sont légèrement contrebalancés par une dégradation de la variation du besoin en fonds de roulement chez Lagardère Services, dont l'activité de distribution aux Etats-Unis, génératrice de trésorerie, subit cette année les effets d'une forte baisse d'activité.

Les intérêts payés (nets des intérêts encaissés) diminuent fortement sous l'effet combiné du désendettement et de la baisse des taux d'intérêt ; ils s'établissent à -10 M€, contre -18 M€ au 30 juin 2011. Les impôts payés représentent -69 M€, contre -74 M€ à fin juin 2011.

En conséquence de ce qui précède, les flux opérationnels s'élèvent à -47 M€ au 30 juin 2012 contre -82 M€ au 30 juin 2011.

Les investissements corporels et incorporels ressortent à 101 M€, en léger recul de 7 M€ par rapport au 30 juin 2011, et concernent principalement sur les deux périodes Lagardère Services et Lagardère Unlimited.

Les acquisitions de participations s'élèvent à 107 M€, essentiellement représentées chez Lagardère Active par la prise de participation, à hauteur de 61%, de « LeGuide.com », chez Lagardère Services par la poursuite du développement des activités de vente en aéroport avec les acquisitions des entités UG-Air (aéroport de Prague) et Airport Fashion (aéroport de Genève), et dans la branche Unlimited par l'acquisition du groupe nord-américain Gaylord Sports Management, agence de représentation de joueurs dans les domaines du golf et du baseball.

Les cessions d'actifs corporels et incorporels représentent 4 M€ au 30 juin 2012.

Les cessions d'actifs financiers s'élèvent à 16 M€ et se rapportent principalement à la cession à Hearst de la joint-venture détenue avec Marie Claire en Chine.

Au total, la somme des flux opérationnels et d'investissements représente un décaissement net de 225 M€ contre un encaissement net de 275 M€ au 30 juin 2011, variation principalement imputable à la trésorerie dégagée en 2011 par la cession de la Presse Magazine Internationale (471 M€).

1.3.3 EADS

Le groupe EADS est consolidé par mise en équivalence sur la base du pourcentage détenu qui s'établit à 7,41% au premier semestre 2012 contre 7,5% au premier semestre 2011 et ce, compte tenu de l'effet dilutif résultant de l'augmentation de capital réalisée au cours du premier semestre 2012 à la suite de l'exercice d'options de souscription d'actions par les salariés du Groupe au titre des plans en cours. Sur le premier semestre 2012, la contribution d'EADS en résultat s'élève ainsi à +42 M€ contre +9 M€ pour le premier semestre 2011.

1.3.4 Canal+ France

Au 30 juin 2012 et en l'absence d'indice de perte de valeur identifié, les titres Canal+ France ont été maintenus à la valeur d'utilité de 1 197 M€ telle que calculée et comptabilisée au 31 décembre 2011. En particulier, le Groupe n'a pas eu connaissance sur le premier semestre 2012 d'éléments susceptibles d'impacter les flux futurs de trésorerie pris en compte dans le calcul de la valeur à fin 2011. En conséquence, la contribution en résultat pour le premier semestre 2012 a été compensée par la dépréciation nécessaire pour ramener la participation à sa valeur d'utilité de 1 197 M€. Au 30 juin 2012, la procédure de liquidité prévue au pacte d'actionnaires conclu le 4 janvier 2007 avec le groupe Vivendi reste toujours activée au plan juridique, étant précisé que le processus d'introduction en bourse proprement dit est suspendu compte tenu de la mauvaise situation des marchés financiers.

1.3.5 Autres activités

Les autres activités comprennent les entités non spécifiquement rattachables aux divisions opérationnelles de Lagardère Media.

Compte de résultat			
	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées	(6)	(12)	(8)
Éléments non récurrents	-	(1)	-
Résultat avant charges financières et impôts	(6)	(13)	(8)

En 2012, les autres activités dégagent un résultat opérationnel courant de -6 M€ contre -8 M€ sur le premier semestre 2011, ce dernier comprenant une charge de 4 M€ au titre des frais qui avaient été exposés en vue de l'introduction en bourse de Canal+ France.

1.3.6 Synthèse des résultats

À partir du résultat des activités avant charges financières et impôts, le résultat net consolidé s'obtient de la façon suivante :

	30.06.2012	30.06.2011	31.12.2011
Lagardère Media	76	154	(245)
Résultat EADS mis en équivalence	42	9	79
Contribution Canal+ France	-	-	(310)
Autres activités	(6)	(8)	(13)
Résultat avant charges financières et impôts	112	155	(489)
Charges financières nettes	(40)	(45)	(95)
Charge d'impôts	(24)	(66)	(105)
Résultat net consolidé	48	44	(689)
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	36	28	(707)
- Intérêts minoritaires	12	16	18

Les charges financières nettes consolidées s'établissent à 40 M€, en réduction de 5 M€ par rapport au premier semestre 2011, sous l'effet principalement de la baisse de l'endettement net moyen entre les deux périodes consécutif à l'encaissement au cours des 7 derniers mois de l'exercice 2011 des prix de cession de la Presse Magazine Internationale et des radios russes.

La charge d'impôt s'établit à 24 M€ au 30 juin 2012 contre 66 M€ au 30 juin 2011, variation essentiellement imputable d'une part à la baisse du résultat opérationnel, d'autre part au fait que le premier semestre 2011 supportait la charge fiscale liée aux cessions de la Presse Magazine Internationale réalisées sur la période.

1.3.7 Financement et trésorerie consolidés

1.3.7.1 Tableau de financement

Au 30 juin 2012, les flux opérationnels de l'ensemble consolidé sont légèrement positifs à +2 M€, en progression de +60 M€ par rapport au premier semestre 2011. Les fonds consommés par les activités Médias s'élèvent à 47 M€ et sont compensés par des flux positifs de + 49 M€ en provenance des autres activités qui comprennent notamment le dividende versé par EADS (+28 M€) ainsi que les impôts versés à Lagardère SCA par les filiales membres du Groupe fiscal intégré.

Les flux nets d'investissement se soldent par un décaissement net de -180 M€ dont -178 M€ en provenance des activités Médias.

Les flux de financement procurent en 2012 une ressource de +43 M€ dont les principales composantes sont :

- les dividendes versés (-190 M€) ;
- le rachat d'intérêts minoritaires (-56 M€) dont 53 M€ relatifs à la participation de 50 % détenue par Socpresse dans la Société de Presse Féminine SPF en exécution de l'engagement contracté en 2007 ;
- une augmentation des dettes financières pour un montant net de +288 M€ comportant, pour l'essentiel, un tirage de 320 M€ sur le Crédit Syndiqué multidevises compensé par une réduction de l'endettement externe de Lagardère Active de 30 M€.

Compte tenu de l'incidence positive des différences de conversion (+7 M€), l'ensemble de ces flux aboutit à une consommation de trésorerie courante de 128 M€. Elle s'établit à 466 M€ au 30 juin 2012.

1.3.7.2 Endettement financier net

L'endettement financier net se calcule comme suit :

	30.06.2012	31.12.2011
Placements financiers et trésorerie	620	737
Dettes financières non courantes	(2 146)	(1 843)
Dettes financières courantes	(203)	(163)
Trésorerie (endettement) financier net	(1 729)	(1 269)

Les variations des premiers semestres 2012 et 2011 s'analysent comme suit :

	2012	2011
Endettement net au 1^{er} janvier	(1 269)	(1 772)
Somme des flux opérationnels et d'investissements	(178)	285
Acquisitions d'intérêts minoritaires	(56)	(20)
Dividendes	(190)	(193)
Mise à la juste valeur des dettes financières	-	(78)
Incidence des effets de change, périmètre et divers	(36)	41
Endettement net au 30 juin	(1 729)	(1 737)

1.4 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

Voir note n° 20 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.5 ÉVÉNEMENT (S) POSTÉRIEUR (S) A LA CLÔTURE

Néant

1.6 ACTUALISATION DE LA GUIDANCE 2012

Le second semestre devrait bénéficier d'une amélioration sensible de la profitabilité, après un premier semestre dont la performance n'est pas à extrapoler sur l'ensemble de l'année, et qui représente traditionnellement un poids plus faible dans les résultats annuels du Groupe.

Ainsi, l'objectif de Résop Média est maintenu, dans les conditions indiquées le 8 mars dernier : hors les trois éléments décrits ci-dessous et à périmètre (hors PMI et Radio en Russie) et change constants, le Résop Média 2012 devrait être stable par rapport à 2011.

Les trois éléments non inclus dans cet objectif, qui concernent Lagardère Unlimited, sont les suivants :

- la provision pour risque relative au contrat avec le CIO, dont 22 M€ ont été passés au premier semestre ;
- le règlement potentiellement positif des réclamations à la Fédération Française de Football ;
- le règlement potentiellement positif du litige avec le Board of Control for Cricket in India.

* *
*

2 - ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 30 JUIN 2012

(en millions d'euros)

		30.06.2012	30.06.2011	31.12.2011
Chiffre d'affaires	(Notes 3 et 4)	3 389	3 724	7 657
Produits annexes		176	194	391
Produits des activités ordinaires		3 565	3 918	8 048
Achats et variation de stocks		(1 696)	(1 754)	(3 746)
Production immobilisée		2	1	(4)
Production stockée		61	83	145
Charges externes		(961)	(1 141)	(2 202)
Charges de personnel		(740)	(821)	(1 600)
Amortissements des immobilisations autres que les actifs incorporels liés aux acquisitions		(109)	(117)	(224)
Amortissements des actifs incorporels et frais liés aux acquisitions		(16)	(26)	(84)
Charges de restructuration	(Note 5)	(14)	(11)	(41)
Plus et moins-values de cession d'actifs et risques associés		-	10	17
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles	(Note 6)	(9)	-	(585)
Autres charges	(Note 7)	(24)	(28)	(62)
Autres produits	(Note 8)	8	19	47
Contribution des sociétés mises en équivalence	(Note 12)	45	22	(198)
RESULTAT AVANT CHARGES FINANCIERES & IMPOTS	(Note 3)	112	155	(489)
Produits financiers	(Note 9)	5	13	21
Charges financières	(Note 9)	(45)	(58)	(116)
RESULTAT AVANT IMPOTS		72	110	(584)
Charge d'impôts	(Note 10)	(24)	(66)	(105)
RESULTAT NET CONSOLIDE		48	44	(689)
Dont part attribuable aux:				
Propriétaires de la société mère du Groupe		36	28	(707)
Intérêts minoritaires		12	16	18
<i>Résultat net par action - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe</i>				
<i>Résultat net par action de base</i>	(Note 11)	0,29	0,22	(5,56)
<i>Résultat net par action dilué</i>	(Note 11)	0,28	0,22	(5,56)

ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2012

(en millions d'euros)	30.06.2012	30.06.2011	31.12.2011
Résultat net consolidé	48	44	(689)
Variation des écarts de conversion	36	(58)	-
Variation de juste valeur			
des instruments financiers dérivés	0	0	4
des titres non consolidés	(1)	10	(2)
Écarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	(20)	(1)	(10)
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, nette d'impôt (1)	(113)	192	(62)
Impôts sur les gains et pertes enregistrés en capitaux propres	6	(1)	2
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt	(92)	142	(68)
Total des gains et pertes consolidés	(44)	186	(757)
Dont part attribuable aux:			
Propriétaires de la société mère du Groupe	(57)	170	(775)
Intérêts minoritaires	13	16	18

- (1) Ces variations proviennent du groupe EADS et s'expliquent principalement par:
- les impacts positifs ou négatifs de la réévaluation à la juste valeur des instruments de couverture de change, soit -65 M€ +172 M€ -30 M€ au 30 juin 2012, 30 juin 2011 et 31 décembre 2011 respectivement;
 - l'impact négatif des écarts actuariels sur provisions pour retraites, soit -50 M€ au 30 juin 2012 et -43 M€ au 31 décembre 2011 respectivement.

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 30 JUIN 2012

<i>(En millions d'euros)</i>	30.06.2012	30.06.2011	31.12.2011
Résultat net consolidé	48	44	(689)
Impôts sur le résultat	24	66	105
Charges financières nettes	40	45	95
Résultat avant charges financières et impôts	112	155	(489)
Dotations aux amortissements	121	143	305
Pertes de valeur, dotations aux provisions et autres éléments non monétaires	9	(12)	565
(Gain) perte sur cessions d'actifs	-	(10)	(17)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	40	28	35
Résultat des sociétés mises en équivalence	(45)	(22)	198
Variation du besoin en fonds de roulement	(191)	(278)	(170)
Flux générés par l'activité	46	4	427
Intérêts payés	(17)	(33)	(103)
Intérêts encaissés	5	12	16
Impôts payés	(32)	(41)	(83)
Flux opérationnels (A)	2	(58)	257
Investissements			
Incorporels et corporels	(103)	(121)	(253)
Titres de participation	(102)	(52)	(66)
Trésorerie sur entrée de périmètre	10	4	2
Autres actifs non courants	(15)	(6)	(35)
Total investissements (B)	(210)	(175)	(352)
Cessions ou diminutions de l'actif immobilisé			
Prix de vente des immobilisations cédées			
Incorporelles et corporelles	4	20	26
Titres de participation	14	433	779
Trésorerie sur sortie de périmètre	-	57	22
Diminution des autres actifs non courants	2	8	13
Total cessions (C)	20	518	840
(Augmentation) diminution des placements financiers (D)	10	-	21
Flux d'investissements (E) = (B)+(C)+(D)	(180)	343	509
Somme des flux opérationnels et d'investissements (F) = (A)+(E)	(178)	285	766
Opérations sur les capitaux propres			
Augmentation de capital de la société mère	-	-	-
Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales	-	-	-
(Acquisitions) cessions d'actions d'autocontrôle	1	(2)	(3)
(Acquisitions) cessions d'intérêts minoritaires	(56)	(20)	(21)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère (*)	(166)	(167)	(167)
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	(24)	(26)	(28)
Mouvements financiers			
Augmentation des dettes financières	341	751	553
Diminution des dettes financières	(53)	(939)	(1 104)
Flux de financement (G)	43	(403)	(770)
Autres mouvements			
Différences de conversion sur la trésorerie	7	(19)	(8)
Trésorerie nette cédée reclassée en trésorerie sur sortie de périmètre	-	77	99
Autres éléments	-	(3)	(4)
Total des autres mouvements (H)	7	55	87
Variation de trésorerie (I) = (F)+(G)+(H)	(128)	(63)	83
Trésorerie début de période	594	511	511
Trésorerie fin de période (Note 14)	466	448	594

(*) y compris quote-part du résultat versé aux associés commandités

BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2012

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Immobilisations incorporelles	707	746
Ecart d'acquisition	1 883	1 837
Immobilisations corporelles	717	712
Titres mis en équivalence <i>(Note 12)</i>	1 673	1 771
Autres actifs non courants	186	147
Impôts différés - Actif	184	184
Actifs non courants	5 350	5 397
Stocks et en-cours	635	542
Créances clients et comptes rattachés	1 121	1 276
Autres actifs courants	1 102	963
Placements financiers <i>(Note 13)</i>	74	83
Trésorerie <i>(Note 14)</i>	546	654
Actifs courants	3 478	3 518
Actifs destinés à la vente <i>(Note 17)</i>	-	13
Total Actif	8 828	8 928

BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2012

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Capital social	800	800
Primes et réserves	1 898	2 856
Résultat de la période (part du Groupe)	36	(707)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	2 734	2 949
Intérêts minoritaires	66	75
Capitaux propres	2 800	3 024
Provisions pour retraites et obligations assimilées	116	101
Provisions pour risques et charges non courantes	175	162
Dettes financières non courantes <i>(Note 15)</i>	2 146	1 843
Autres passifs non courants	114	147
Impôts différés - Passif	141	143
Passifs non courants	2 692	2 396
Provisions pour risques et charges courantes	304	317
Dettes financières courantes <i>(Note 15)</i>	203	163
Fournisseurs et comptes rattachés	1 556	1 613
Autres passifs courants	1 273	1 415
Passifs courants	3 336	3 508
Passifs destinés à la vente	-	-
Total Passif	8 828	8 928

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Capital social	Primes d'émission	Autres réserves	Actions propres	Ecarts de conversion	Ecarts d'évaluation	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Solde au 1er janvier 2011	800	888	2 556	(204)	(32)	(122)	3 886	132	4 018
Résultat net de la période			28				28	16	44
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres (a)			(1)		(63)	205	141	1	142
Total des gains et pertes consolidés de la période			27		(63)	205	169	17	186
Distribution de dividendes			(167)				(167)	(26)	(193)
Augmentation de capital attribuable aux intérêts minoritaires							0		0
Variation des actions propres				(2)			(2)		(2)
Rémunérations sur base d'actions			8				8		8
Incidence des transactions avec les intérêts minoritaires			(5)				(5)		(5)
Variation de périmètre et autres			1				1	(48)	(47)
Solde au 30 juin 2011	800	888	2 420	(206)	(95)	83	3 890	75	3 965
Solde au 1er janvier 2012	800	880	1 631	(193)	(35)	(134)	2 949	75	3 024
Résultat net de la période			36				36	12	48
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres (a)			(64)		40	(69)	(93)	1	(92)
Total des gains et pertes consolidés de la période			(28)		40	(69)	(57)	13	(44)
Distribution de dividendes			(166)				(166)	(24)	(190)
Augmentation de capital attribuable aux intérêts minoritaires							0		0
Variation des actions propres				1			1		1
Rémunérations sur base d'actions			7				7		7
Incidence des transactions avec les intérêts minoritaires							0	2	2
Variation de périmètre et autres							0		0
Solde au 30 juin 2012	800	880	1 444	(192)	5	(203)	2 734	66	2 800

(a) : Détail en note 16 de l'annexe aux comptes consolidés

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2012

(Tous les chiffres sont exprimés en millions d'euros)

Note 1 Principes comptables

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2012 sont préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent pas en notes annexes l'ensemble des informations requises pour la présentation des comptes annuels. Ces états financiers condensés doivent donc être lus en liaison avec les comptes annuels publiés de l'exercice 2011.

A l'exception d'un amendement à la norme IFRS 7 - Informations à fournir en matière de transfert d'actifs financiers -, il n'y a pas de nouvelle norme IFRS d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2012. Les comptes au 30 juin 2012 ont donc été établis sur la base du même référentiel que celui utilisé pour les comptes annuels de l'exercice 2011.

Note 2 Principales variations du périmètre de consolidation

Il n'y a aucune variation de périmètre intervenue au cours du premier semestre 2012 ayant un impact significatif sur les comptes, les principales opérations se rapportant à :

- la cession le 1^{er} février 2012 de la joint-venture détenue avec Marie Claire en Chine, opération qui vient parachever la cession de La Presse Magazine Internationale réalisée en 2011.
- la poursuite du développement de Lagardère Services dans les activités de vente en aéroports avec l'acquisition des entités UG-Air (aéroport de Prague) et Airport Fashion (aéroport de Genève) intégrées globalement à compter du 1^{er} janvier 2012 et du 1^{er} mars 2012 respectivement ; la création de Lyon Duty Free en partenariat avec Aéroport de Lyon et la reprise de la concession sur l'aéroport de la Réunion au sein d'un partenariat avec Servair, mis en équivalence à compter du 1^{er} janvier 2012 et du 1^{er} mars 2012 respectivement ;
- l'acquisition dans la branche Unlimited du groupe nord américain Gaylord Sports Management, agence de représentation de joueurs dans les domaines du golf et du baseball, intégré globalement à effet du 1^{er} janvier 2012 ;

Par ailleurs, la société Lagardère, agissant au nom et pour le compte de sa branche Lagardère Active, a lancé le 7 mai 2012 une offre contractuelle volontaire d'achat visant l'intégralité des actions de Le Guide.com, société opératrice de guides shopping sur Internet, cotée sur Alternext. Le 28 juin 2012, Lagardère Active détenait 61,39 % du capital existant. Le 16 juillet 2012, l'Assemblée Générale des actionnaires a nommé un nouveau Conseil d'Administration dont la composition rend effective la prise de contrôle de la société par Lagardère Active. Dans le bilan au 30 juin 2012, les titres Le Guide.com sont classés en titres non consolidés au sein des actifs non courants pour leur prix d'acquisition de 60 M€. Le Guide.com sera consolidé par intégration globale à compter du deuxième semestre 2012.

Note 3 Informations par branches d'activité

Les principales activités du groupe Lagardère sont regroupées au sein de son pôle Media qui se répartit entre les différentes branches d'activité suivantes :

- Lagardère Publishing : édition d'ouvrages dans les domaines de la littérature générale, de l'éducation, de l'illustré et des fascicules ;
- Lagardère Active qui regroupe,
 - d'une part, les activités audiovisuelles et numériques comprenant notamment l'édition de chaînes thématiques, la production et la distribution audiovisuelles, la radio et les régies publicitaires ;
 - d'autre part, les activités d'édition de presse, essentiellement dans le domaine des magazines grand public.
- Lagardère Services : Travel Retail, Distribution ;
- Lagardère Unlimited, branche dédiée au Sport et à l'Entertainment : gestion des droits de diffusion, commercialisation de droits et de produits marketing sportifs ; organisation et exploitation d'événements ; conseils en gestion et exploitation de stades et de salles multifonctionnelles ; représentation de talents, gestion d'académies sportives.

Par ailleurs, le Groupe détient au 30 juin 2012 :

- une participation de 7,41 % dans le groupe EADS dont l'activité consiste en la construction d'avions commerciaux, d'hélicoptères civils et militaires, de lanceurs spatiaux commerciaux, de missiles, d'avions militaires, de satellites, de systèmes de défense et d'électronique de défense ainsi que de toutes prestations de service associées à ces activités.
- une participation de 20% dans le groupe Canal+ France qui est gérée en dehors du périmètre du pôle Media.

Aux activités présentées ci-dessus, viennent s'ajouter les "autres activités" qui rassemblent notamment l'effet des financements contractés par le Groupe, le coût net de fonctionnement des sociétés holding du Groupe, l'activité de Matra Manufacturing & Services (dont les revenus sont inscrits en produits annexes des activités ordinaires).

Les cessions inter-branches sont généralement réalisées sur la base des conditions de marché.

Compte de résultat au 30.06.2012							
	Lagardère Publishing	Lagardère Active	Lagardère Services	Lagardère Unlimited	Lagardère Media	EADS et Autres activités (*)	Total consolidé
Chiffre d'affaires	920	451	1 821	214	3 406	-	3 406
Chiffre d'affaires inter-branches	(15)	(1)		(1)	(17)	-	(17)
Chiffre d'affaires consolidé	905	450	1 821	213	3 389	-	3 389
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées	57	31	37	(13)	112	(6)	106
Contribution des sociétés mises en équivalence avant amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions et pertes de valeur	1	(1)	2	1	3	42	45
Résultat opérationnel courant	58	30	39	(12)	115	36	151
Charges de restructuration	-	(11)	(2)	(1)	(14)	-	(14)
Plus ou moins-values de cession d'actifs et risques associés	1	-	(1)	-	0	-	0
Pertes de valeur (**)	-	(9)	-	-	(9)	-	(9)
sociétés intégrées	-	(9)	-	-	(9)	-	(9)
sociétés mises en équivalence							
Amortissements des actifs incorporels	(1)	-	(5)	(6)	(12)	-	(12)
Frais liés aux acquisitions	-	(2)	(1)	(1)	(4)	-	(4)
Résultat avant charges financières et impôts (*)	58	8	30	(20)	76	36	112
Charges financières nettes	-	(3)	(2)	(6)	(11)	(29)	(40)
Résultat avant impôts (*)	58	5	28	(26)	65	7	72
Éléments inclus dans le résultat opérationnel courant							
Amortissements des actifs incorporels et corporels	(11)	(7)	(31)	(56)	(105)	(4)	(109)
Coût des plans d'options	(1)	(2)	(1)	-	(4)	(1)	(5)
<p>(*) Dont EADS : 42 M€ en contribution des sociétés mises en équivalence. (**) Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles.</p>							

Compte de résultat au 30.06.2011							
	Lagardère Publishing	Lagardère Active	Lagardère Services	Lagardère Unlimited	Lagardère Media	EADS et Autres activités (*)	Total consolidé
Chiffre d'affaires	919	817	1 804	213	3 753	-	3 753
Chiffre d'affaires inter-branches	(19)	(10)	-	-	(29)		(29)
Chiffre d'affaires consolidé	900	807	1 804	213	3 724	-	3 724
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées	71	52	41	4	168	(8)	160
Contribution des sociétés mises en équivalence avant amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions et pertes de valeur	0	10	2	1	13	9	22
Résultat opérationnel courant	71	62	43	5	181	1	182
Charges de restructuration	-	(1)	(3)	(7)	(11)	-	(11)
Plus ou moins-values de cession d'actifs et risques associés	-	2	8	-	10	-	10
Pertes de valeur (**)	-	-	-	-	-	-	-
- sociétés intégrées	-	-	-	-	-	-	-
- sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements des actifs incorporels	(1)	-	(4)	(21)	(26)	-	(26)
Frais liés aux acquisitions	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant charges financières et impôts(*)	70	63	44	(23)	154	1	155
Charges financières nettes	-	(13)	(1)	(8)	(22)	(23)	(45)
Résultat avant impôts(*)	70	50	43	(31)	132	(22)	110
Éléments inclus dans le résultat opérationnel courant							
Amortissements des actifs incorporels et corporels	(12)	(11)	(29)	(62)	(114)	(3)	(117)
Coût des plans d'options	(2)	(2)	(1)	-	(5)	(2)	(7)

(*) Dont EADS : 9 M€ en contribution des sociétés mises en équivalence.
(**) Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles.

Financement 30.06.2012							
	Lagardère Publishing	Lagardère Active	Lagardère Services	Lagardère Unlimited	Lagardère Media	EADS, Autres activités et éliminations	Total consolidé
Flux générés par l'activité	(74)	52	5	49	32	14	46
Intérêts payés, encaissés et impôts payés	(17)	(39)	(15)	(8)	(79)	35	(44)
Flux opérationnels	(91)	13	(10)	41	(47)	49	2
Investissements	(15)	(73)	(55)	(65)	(208)	(2)	(210)
- incorporels et corporels	(11)	(5)	(42)	(43)	(101)	(2)	(103)
- financiers	(4)	(68)	(13)	(22)	(107)	-	(107)
Cessions ou diminutions de l'actif immobilisé	-	16	4	-	20	-	20
- incorporels et corporels	-	1	3	-	4	-	4
- financiers	-	15	1	-	16	-	16
(Augmentation) diminution des placements financiers	-	-	10	-	10	-	10
Flux nets d'investissements	(15)	(57)	(41)	(65)	(178)	(2)	(180)
Somme des flux opérationnels et d'investissements	(106)	(44)	(51)	(24)	(225)	47	(178)

Financement 30.06.2011							
	Lagardère Publishing	Lagardère Active	Lagardère Services	Lagardère Unlimited	Lagardère Media	EADS, Autres activités et éliminations	Total consolidé
Flux générés par l'activité	(59)	29	39	1	10	(6)	4
Intérêts payés, encaissés et impôts payés	(28)	(43)	(7)	(14)	(92)	30	(62)
Flux opérationnels	(87)	(14)	32	(13)	(82)	24	(58)
Investissements	(21)	(10)	(42)	(88)	(161)	(14)	(175)
<i>- incorporels et corporels</i>	<i>(14)</i>	<i>(7)</i>	<i>(37)</i>	<i>(50)</i>	<i>(108)</i>	<i>(13)</i>	<i>(121)</i>
<i>- financiers</i>	<i>(7)</i>	<i>(3)</i>	<i>(5)</i>	<i>(38)</i>	<i>(53)</i>	<i>(1)</i>	<i>(54)</i>
Cessions ou diminutions de l'actif immobilisé	-	494	13	11	518	-	518
<i>- incorporels et corporels</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>13</i>	<i>6</i>	<i>20</i>	<i>-</i>	<i>20</i>
<i>- financiers</i>	<i>-</i>	<i>493</i>	<i>-</i>	<i>5</i>	<i>498</i>	<i>-</i>	<i>498</i>
(Augmentation) diminution des placements financiers	-	-	-	-	-	-	-
Flux nets d'investissements	(21)	484	(29)	(77)	357	(14)	343
Somme des flux opérationnels et d'investissements	(108)	470	3	(90)	275	10	285

Bilan 30.06.2012							
	Lagardère Publishing	Lagardère Active	Lagardère Services	Lagardère Unlimited	Lagardère Media	EADS, Autres activités et éliminations	Total consolidé
Actifs sectoriels	2 223	1 758	1 264	987	6 232	302	6 534
Titres mis en équivalence	19	256	11	4	290	1 383	1 673
Passifs sectoriels	(1 051)	(1 040)	(1 005)	(590)	(3 686)	8	(3 678)
Fonds opérationnels employés	1 191	974	270	401	2 836	1 693	4 529
Trésorerie (endettement) net comptable consolidé							(1 729)
Capitaux propres consolidés							2 800

Bilan 31.12.2011							
	Lagardère Publishing	Lagardère Active	Lagardère Services	Lagardère Unlimited	Lagardère Media	EADS, Autres activités et éliminations	Total consolidé
Actifs sectoriels	2 149	1 749	1 159	1 032	6 089	317	6 406
Titres mis en équivalence	18	259	15	5	297	1 474	1 771
Passifs sectoriels	(1 139)	(1 136)	(987)	(639)	(3 901)	4	(3 897)
Fonds opérationnels employés	1 028	872	187	398	2 485	1 795	4 280
Actifs et passifs à céder							13
Trésorerie (endettement) net comptable consolidé							(1 269)
Capitaux propres consolidés							3 024

Note 4 Chiffre d'affaires

	30.06.2012	30.06.2011
France	1 237	1 279
Etranger	2 152	2 445
Total	3 389	3 724

La variation du chiffre d'affaires à périmètre et change comparables est calculée par comparaison entre :

- le chiffre d'affaires 2012 retraité des entrées de périmètre et le chiffre d'affaires 2011 retraité des sorties de périmètre intervenues en 2012 ;
- le chiffre d'affaires 2012 et le chiffre d'affaires 2011 retraité sur la base des taux de change applicables en 2012.

Hors incidences liées aux variations de périmètre (- 10 %) et de taux de change (+ 1,2 %), le chiffre d'affaires baisse entre 2012 et 2011 de 0,2 %.

Note 5 Charges de restructuration

Au 30 juin 2012, les charges de restructuration s'élèvent à 14 M€ dont 11 M€ chez Lagardère Active notamment dus à la poursuite du programme de rationalisation des coûts et 2 M€ dans les activités de distribution de Lagardère Services.

Au 30 juin 2011, elles s'élevaient à 11 M€ qui concernaient principalement Lagardère Unlimited (7 M€) et Lagardère Services (3 M€).

Note 6 Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles

Au 30 juin 2012, les tests de valeur n'ont été réalisés que pour les actifs pour lesquels un indice de perte de valeur était identifié à cette date. Ceci a conduit à enregistrer des pertes de valeur d'un montant de 9 M€ sur le premier semestre 2012 qui se rapportent notamment à la dépréciation d'un immeuble de placement en Italie, conséquence de l'atonie observée du marché immobilier local.

Les actifs qui avaient fait l'objet d'une dépréciation au 31 décembre 2011 demeurent valorisés sur la base des taux d'actualisation après impôt utilisés à cette date, tels que communiqués en note 10 de l'annexe aux comptes consolidés 2011.

Note 7 Autres charges

	30.06.2012	30.06.2011
Dépréciation d'actifs	(18)	(18)
Provision pour risques et charges	(1)	-
Charges financières hors intérêts	(1)	(2)
Autres charges	(4)	(8)
Total	(24)	(28)

Les dépréciations d'actifs (18 M€ en 2012 et en 2011) concernent principalement des dépréciations d'avances auteurs chez Lagardère Publishing.

Note 8 Autres produits

	30.06.2012	30.06.2011
Gains de change	3	-
Provisions pour risques et charges	-	13
Autres produits	5	6
Total	8	19

Note 9 Charges financières nettes

Les charges financières nettes s'analysent comme suit :

	30.06.2012	30.06.2011
Produits financiers sur prêts	3	10
Revenus des placements et produits des cessions des VMP	2	3
Produits financiers	5	13
Charges d'intérêts des dettes financières	(44)	(57)
Charges liées aux produits dérivés sur endettement net	(1)	(1)
Charges financières	(45)	(58)
Total	(40)	(45)

Note 10 Impôt sur les résultats

La charge d'impôt au compte de résultat se ventile en :

	30.06.2012	30.06.2011
Impôt courant	(24)	(60)
Mouvements sur les impôts différés	-	(6)
Total	(24)	(66)

Note 11 Résultat par action

Résultat net par action de base

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net-part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion des actions propres détenues par le Groupe. Dans le cas de variations du nombre d'actions liées à l'exercice des options sur actions consenties au personnel (mouvements répartis sur l'ensemble de l'année), il est fait la moyenne entre le nombre d'actions à l'ouverture et à la clôture de la période.

Résultat net par action dilué

La seule catégorie d'actions dilutives est constituée par les options sur actions non encore exercées consenties au personnel et n'ayant pas fait l'objet de contrats de couverture et pour autant que leur prix d'exercice soit inférieur au cours moyen coté de l'action sur la période de référence (options "dans la monnaie") ainsi que par les actions gratuites dès lors que leur attribution à la date fixée par le plan est probable (cas particulier des actions gratuites comportant une condition de performance).

	30.06.2012	30.06.2011
Résultat net - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (M€)	36	28
Nombre d'actions composant le capital au 30 juin	131 133 286	131 133 286
Autocontrôle	(3 705 043)	(4 167 948)
Nombre d'actions en circulation au 30 juin	127 428 243	126 965 338
Nombre moyen d'actions en circulation	127 394 416	126 999 838
Résultat net par action de base - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (€)	0,29	0,22
Options sur actions et actions gratuites à effet dilutif		
Options sur actions	-	-
Actions gratuites	2 002 030	1 206 475
Nombre moyen d'actions après prise en compte des options sur actions et des actions gratuites à effet dilutif	129 396 446	128 206 313
Résultat net par action dilué - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (€)	0,28	0,22

Note 12 Titres mis en équivalence

Les principales sociétés mises en équivalence sont :

	% d'intérêt		Au bilan		Au compte de résultat	
	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2012	30.06.2011
Canal+ France	20 %	20 %	1 197	1 197	0	0
Marie Claire	42 %	42 %	125	125	2	3
Groupe Amaury	25 %	25 %	97	99	-	5
O.E.E. (Because)	25 %	25 %	16	16	-	0
Éditions J'ai lu	35 %	35 %	15	15	-	0
S.D.A. (Société de Distribution Aéroportuaire)	42 %	42 %	9	14	2	2
SETC	49 %	49 %	14	13	-	1
Autres			15	15	(1)	2
Hors EADS			1 488	1 494	3	13
EADS	7,41 %	7,5 %	185	277	42	9
Total			1 673	1 771	45	22

Canal+ France

Au 30 juin 2012 et en l'absence d'indice de perte de valeur identifié, les titres Canal+ France ont été maintenus à la valeur d'utilité de 1 197 M€ telle que calculée et comptabilisée au 31 décembre 2011. En particulier, le Groupe n'a pas eu connaissance sur le premier semestre 2012 d'éléments susceptibles d'impacter les flux futurs de trésorerie pris en compte dans le calcul de la valeur à fin 2011. En conséquence, la contribution en résultat pour le premier semestre 2012 a été compensée par la dépréciation nécessaire pour ramener la participation à sa valeur d'utilité de 1 197 M€. Au 30 juin 2012, la procédure de liquidité prévue au pacte d'actionnaires conclu le 4 janvier 2007 avec le Groupe Vivendi reste toujours activée au plan juridique, étant précisé que le processus d'introduction en bourse proprement dit est suspendu compte tenu de la mauvaise situation des marchés financiers.

Note 13 Placements financiers

Les placements financiers comprennent exclusivement des titres disponibles à la vente, évalués au bilan à leur juste valeur. Ils se répartissent de la façon suivante :

	30.06.2012	31.12.2011
Actions	24	25
Obligations	50	58
Total	74	83

Le poste Actions correspond aux actions Deutsche Telekom reçues en 2006 en échange des actions T-Online suite à la fusion des deux entités.

Note 14 Trésorerie

Au tableau de financement, la trésorerie courante est calculée comme suit :

	30.06.2012	31.12.2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	546	654
Concours financiers courants	(80)	(60)
Trésorerie courante	466	594

Note 15 Dettes financières

15.1 Composition des dettes financières

	30.06.2012	31.12.2011
Emprunts obligataires	1 342	1 344
Emprunts auprès d'établissements de crédit	760	460
Dettes de location financement	1	1
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	28	24
Autres dettes financières	15	14
Dettes financières non courantes	2 146	1 843
Emprunts obligataires	-	-
Emprunts auprès d'établissements de crédit	27	13
Dettes de location financement	1	1
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	-	4
Autres dettes financières	175	145
Dettes financières courantes	203	163
Total dettes financières	2 349	2 006

15.2 Echéancier des dettes financières

Par échéance	30.06.2013	30.06.2014	30.06.2015	30.06.2016	30.06.2017	> 5ans	Cumul
Total consolidé	(*)						
Emprunts obligataires		254	991	97			1 342
Emprunts auprès d'établissements de crédit	27			760			787
Dettes de location financement	1	1					2
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires			1	8	8	11	28
Autres dettes financières	175	4	3	2		6	190
Au 30 juin 2012	203	259	995	867	8	17	2 349

(*) Les dettes dont l'échéance est inférieure à un an sont classées en tant que dettes financières courantes au bilan consolidé.

Note 16 Gains et pertes enregistrés en capitaux propres

Les gains et pertes enregistrés en capitaux propres évoluent de la façon suivante :

1er semestre 2012 <i>(en millions d'euros)</i>	Autres réserves	Ecarts de conversion	Ecarts d'évaluation	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Variation des écarts de conversion		35		35	1	36
Variation de juste valeur :						
des instruments financiers dérivés			0	0		0
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres			1	1		1
- Reclassement par transfert des capitaux propres vers le résultat net			(1)	(1)		(1)
des titres non consolidés			(1)	(1)		(1)
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres			(1)	(1)		(1)
- Reclassement par transfert des capitaux propres vers le résultat net			-	-		-
Ecarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	(20)			(20)		(20)
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (net d'impôt) *	(50)	5	(68)	(113)		(113)
Impôts sur les gains et pertes enregistrés en capitaux propres	6			6		6
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt	(64)	40	(69)	(93)	1	(92)
<i>(*) : concerne uniquement le groupe EADS</i>						

1er semestre 2011	Autres réserves	Écarts de conversion	Écarts d'évaluation	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
<i>(en millions d'euros)</i>						
Variation des écarts de conversion		(59)		(59)	1	(58)
Variation de juste valeur :						
des instruments financiers dérivés			0	0		0
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres			(4)	(4)		(4)
- Reclassement par transfert des capitaux propres vers le résultat net			4	4		4
des titres non consolidés			10	10		10
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres			10	10		10
- Reclassement par transfert des capitaux propres vers le résultat net			-	-		-
Écarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	(1)			(1)		(1)
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (net d'impôt) *		(4)	196	192		192
Impôts sur les gains et pertes enregistrés en capitaux propres			(1)	(1)		(1)
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt	(1)	(63)	205	141	1	142
<i>(*) : concerne uniquement le groupe EADS</i>						

Le détail des effets d'impôt relatifs aux gains et pertes enregistrés en capitaux propres s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2012		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Variation des écarts de conversion	36	-	36
Variation de juste valeur			
- des instruments financiers dérivés	0	-	0
- des titres non consolidés	(1)	-	(1)
Écarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	(20)	6	(14)
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (net d'impôt) *	(113)	-	(113)
Total des gains et pertes enregistrés en capitaux propres	(98)	6	(92)
<i>(*) : concerne uniquement le groupe EADS</i>			

	1er semestre 2011		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt
<i>(en millions d'euros)</i>			
Variation des écarts de conversion	(58)	-	(58)
Variation de juste valeur			
- des instruments financiers dérivés	0	-	0
- des titres non consolidés	10	(1)	9
Écarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	(1)	-	(1)
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (net d'impôt) *	192	-	192
Total des gains et pertes enregistrés en capitaux propres	143	(1)	142
<i>(*) : concerne uniquement le groupe EADS</i>			

Note 17 Actifs et passifs associés destinés à la vente

Au 31 décembre 2011, figuraient en actifs destinés à la vente la valeur de la co-participation détenue avec Marie Claire en Chine, qui représentait la dernière entité de la Presse Magazine Internationale non encore cédée à cette date. La cession est intervenue le 1^{er} février 2012.

Note 18 Obligations contractuelles et engagements donnés

Par rapport aux éléments décrits en notes 33 et 34 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2011, les principales évolutions intervenues au cours du premier semestre 2012 sont les suivantes :

➤ *Lagardère Unlimited*

- au 30 juin 2012, les minima garantis contractés au titre des contrats à long terme de régie commerciale de droits sportifs s'élèvent à 1 024 M€ contre 1 148 M€ au 31 décembre 2011 ;
- au 30 juin 2012, les engagements reçus au titre de contrats signés avec des diffuseurs et partenaires s'élèvent à 1 202 M€ contre 1 119 M€ au 31 décembre 2011.

➤ *Lagardère Services*

Le 28 juin 2012, deux garanties à première demande ont été émises par une banque à la demande de Lagardère Services pour un montant total maximum de 253 M€ en faveur de Aeroporti di Roma (« ADR »). Ces émissions ont pour objet de garantir certaines obligations souscrites par Aelia (filiale de Lagardère Services) envers ADR dans le cadre du dépôt d'une offre d'achat d'actions par laquelle Aelia s'est portée acquéreur de 100 % du capital d'ADR Retail, filiale à 100 % d'ADR qui exploite des concessions duty free/duty paid dans les deux aéroports de Rome. Le 4 juillet 2012, l'offre de rachat d'Aelia a été retenue par ADR. Sous réserve de la réalisation de certaines conditions suspensives, l'opération devrait être finalisée au cours du deuxième semestre 2012.

Note 19 Litiges

Litige contre ABN AMRO

Ce litige est décrit dans la note 35 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2011.

Depuis les événements qui y sont relatés, ABN AMRO a formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt rendu le 13 mars 2012 par la Cour d'appel de Paris.

Assignment de sociétés du groupe Crédit Mutuel à l'encontre de Lagardère et Natixis

Ce litige est décrit dans la note 35 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2011.

Depuis les événements qui y sont relatés, la Cour de cassation a, le 10 juillet 2012, cassé l'arrêt rendu par la cour d'appel le 28 avril 2011 pour des motifs de forme et a renvoyé les parties devant la cour d'appel de Paris dans une nouvelle formation.

Enquêtes de concurrence dans le domaine du livre numérique

Ces enquêtes sont décrites dans la note 35 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2011.

Depuis les événements qui y sont relatés, Hachette Book Group a, comme d'autres éditeurs concernés par l'enquête du Department of Justice (DOJ) américain, accepté en avril 2012 la proposition de transaction du DOJ (qui n'emporte aucune reconnaissance d'infraction) au regard notamment des coûts qu'engendrerait une issue contentieuse. Le projet de transaction conclu, consistant en des engagements comportementaux pour l'avenir, prévoit notamment que, pendant une période de deux ans, les éditeurs s'engagent à permettre à leurs agents distributeurs d'accorder des rabais aux consommateurs sur le prix de vente des livres numériques, dans la limite du montant annuel agrégé de leur commission. La plainte du DOJ et le projet de transaction visant à l'éteindre ont été publiés le même jour, le 11 avril 2012, ouvrant une période de 60 jours pour les commentaires des tiers. Le projet de transaction a été présenté pour approbation à la Federal District Court for the Southern District of New York le 3 août 2012. Après les observations et réponses des services du DOJ et des parties, ce tribunal devrait statuer en septembre 2012.

La plainte des procureurs généraux (Attorney General) de certains Etats américains à l'encontre d'un ensemble d'éditeurs a également été publiée le 11 avril 2012. Le même jour, Hachette Book Group a conclu avec les Attorney General du Texas et du Connecticut un accord de principe pour une issue transactionnelle. Un projet complet de transaction a par conséquent été signé le 11 juin 2012 avec les représentants du Texas, du Connecticut et de l'Ohio tout en étant ouvert à l'adhésion de l'ensemble des Etats américains. Cette transaction prévoit le versement par Hachette Book Group de certaines sommes à répartir entre les consommateurs (pour un montant maximum de 32,25M USD) et les administrations des Etats participants, plus divers frais, sans admission de responsabilité de la part d'Hachette Book Group. Elle aurait également pour effet d'éteindre l'action collective américaine (class action) en cours pour ce qui concerne les consommateurs des Etats participants n'ayant pas exercé leur faculté individuelle d'exclusion (opt-out). La quasi totalité des Etats américains a adhéré à cette transaction, qui a été soumise pour approbation préliminaire (Preliminary Approval) à un juge fédéral, qui se prononcera probablement au cours du mois de septembre 2012. Si cette approbation préliminaire était octroyée, devrait s'en suivre une période permettant aux consommateurs concernés d'exercer leurs droits d'opt-out ou d'indemnisation, puis une requête en approbation finale (Final Approval) devrait être déposée autour du mois de décembre 2012.

S'agissant des class actions en cours aux Etats-Unis et au Canada, aucun nouveau développement notable n'est à signaler.

En Europe, la procédure de la Commission européenne est toujours au stade de l'enquête et Lagardère Publishing poursuit ses discussions avec la Commission, notamment sur une possible issue négociée qui – si elle aboutissait – prendrait la forme d'engagements comportementaux souscrits par les éditeurs concernés, sans reconnaissance d'infraction et sans amende. De son côté, le Commissaire européen en charge de la concurrence a exprimé son souhait de parvenir en Europe avant la fin de l'année à une issue proche de la transaction américaine avec le DOJ.

Enquête de la Commission de la Concurrence en Suisse

Cette enquête est décrite dans la note 35 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2011. Depuis les événements qui y sont relatés, le Secrétariat de la Commission de la concurrence Suisse (COMCO) a soumis le 14 août 2012 un projet de décision aux entreprises visées. Ce document conclut à l'existence, au sein du secteur du livre en français en Suisse, de divers accords illicites au sens du droit suisse de la concurrence et propose à la COMCO d'infliger une amende à chaque diffuseur (dont Diffulivre et OLF) ainsi que de prononcer certaines mesures visant à supprimer les entraves à la concurrence prétendument constatées. Les entreprises visées vont pouvoir faire part de leurs arguments en défense, puis le Secrétariat devrait transmettre en principe son projet à la COMCO pour adoption d'une décision finale, laquelle pourrait faire l'objet de recours qui peuvent être suspensifs devant le Tribunal administratif fédéral.

Autres litiges

Les autres litiges mentionnés en note 35 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2011 n'ont pas connu d'évolution notable par rapport aux faits qui y sont décrits.

Note 20 Parties liées

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe n'a pas enregistré de transactions avec des parties liées autres que celles décrites en note 36 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2011.

3 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri-Regnault
94200 Courbevoie
S.A. au capital de € 8.230.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Lagardère S.C.A.

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Lagardère S.C.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de la gérance. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 12 de l'annexe qui décrit les raisons du maintien des titres Canal + France, consolidés par mise en équivalence, à la valeur d'utilité ;
- la valeur des actifs de la Branche Lagardère Unlimited, telle que présentée dans la note 3 « Informations par branche d'activité » de l'annexe, qui, à l'instar du 31 décembre 2011, demeure fondée sur des hypothèses de réalisation des contrats en cours, de capacité à renouveler ces contrats ou à en gagner de nouveaux, ainsi que des conditions de marge attribuées.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 30 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Bruno Balaire

Jeanne Boillet

4 - RESPONSABLES DU DOCUMENT- ATTESTATION DE LA GÉRANCE

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité, ci-joint, figurant en pages 1 à 13, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le rapport des contrôleurs légaux sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 contenait deux observations :

- l'une relative à la note 10 de l'annexe des comptes consolidés qui concernait les pertes de valeur sur écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles, notamment relatives à Lagardère Unlimited ;
- l'autre relative à la note 19 de l'annexe des comptes consolidés qui présentait le traitement comptable retenu au 31 décembre 2011 pour la participation Canal+ France.

Les comptes consolidés semestriels 2012 résumés présentés dans ce document ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant en page 38 qui contient deux observations relatives à :

- la note 12 de l'annexe qui décrit les raisons du maintien des titres Canal + France, consolidés par mise en équivalence, à la valeur d'utilité;
- la valeur des actifs de la Branche Lagardère Unlimited, telle que présentée dans la note 3 «Informations par branche d'activité» de l'annexe, qui, à l'instar du 31 décembre 2011, demeure fondée sur des hypothèses de réalisation des contrats en cours, de capacité à renouveler ces contrats ou à en gagner de nouveaux, ainsi que des conditions de marge attribuées.

Paris, le 30 août 2012

Arnaud Lagardère

Pour la société Arjil Commanditée-Arco :

Arnaud Lagardère - Pierre Leroy